

Unité départementale de l'Aisne  
25 rue Albert THOMAS  
02100 SAINT QUENTIN

SAINT QUENTIN, le 10 juillet 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **DSP France SAS**

rue des grands navoirs prolongee  
BP 48  
02300 Chauny

Références : DSP23-298  
Code AIOT : 0005100190

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2023 dans l'établissement DSP France SAS implanté rue des grands navoirs prolongee - BP48 - à Chauny (02300).

L'inspection a été annoncée le 08/06/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques  
(<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DSP France SAS
- RUE DES GRANDS NAVOIRS PROLONGEE - BP 48 - 02300 Chauny
- Code AIOT : 0005100190
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'activité consiste à fabriquer les résines échangeuses d'ions sous forme de bille de différents diamètres.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Sûreté / sécurité**

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositifs anti-intrusion	Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 2.2	Observation le 15/1/2016	Sans objet
2	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 07/02/2007, article 8.1.5	Observation le 15/1/2016	<b><u>Observation</u></b>
3	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 07/02/2007, article 8.5.1	/	Sans objet
4	Système de Gestion de la Sécurité	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L. 515-40	/	<b><u>Observation</u></b>
5	Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	/	<b><u>Observation</u></b>
6	Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	/	Sans objet
7	Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	/	<b><u>Observation</u></b>
8	Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	/	Sans objet
9	Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	/	Sans objet
10	Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société DSP a mis en place un SGS et des procédures en lien avec la sureté et la sécurité, dimensionnées aux activités exercées et la superficie du site (plus de 35 ha).  
4 observations sont formulées à l'issue de cette inspection.

### 2-4) Fiches de constats : **ANNEXE 1 – Fiches non communicables**